



## LES SÉMINAIRES DU GRETS – *Energie et transformations sociales*

Mardi 2 juin 2026 (9h30 - 12h30 – Maison Suger, 16 rue Suger, 75006 Paris )

### LES SÉMINAIRES DE L'ANNÉE

**30 septembre 2025**

Dynamique des discussions sur l'énergie sur Twitter (2021 à 2023). Entre arène sectorielle et espace public  
Mathieu BRUGIDOU , EDF R&D, Pacte  
Philippe SUIGNARD, EDF R&D

**7 octobre 2025**

Sociologie des gilets jaunes. Reproduction et luttes sociales  
Antoine BERNARD DE RAYMOND, INRAE  
Sylvain BORDIEC, Université de Bordeaux

**18 novembre 2025**

Bien au chaud. Une histoire du chauffage au XXème siècle  
Renan VIGUIE, Historien, Comité d'histoire de l'électricité et de l'énergie

**16 décembre 2025**

Pouvoir faire un beau travail. Une revendication professionnelle  
Jean-Philippe BOUILLOUD, ESCP

**6 janvier 2026**

L'organocène. Du changement dans les sociétés surorganisées  
Henri BERGERON, CSO, Sciences Po Paris  
Patrick CASTEL, CSO, Sciences Po Paris

**3 février 2026**

Quand les infrastructures numériques aménagent la ville. Le cas des datas centers  
Clément MARQUET, CSI Mines Paris PSL

**10 mars 2026**

Faire durer les objets. Sociologie des pratiques quotidiennes de consommation  
Julie MADON, Sociologue indépendante, chercheuse associée au CSO, Sciences Po Paris

**9 avril 2026**

Le numérique au service de la transition écologique. Panorama des recherches en sciences sociales  
Sylvain PARASIE, Medialab, Sciences Po  
Sébastien SHULZ, Centre Internet et Société, CNRS

**21 mai 2026**

L'énergie est-elle encore le moteur de l'Union européenne ?  
Gilles LEPESANT, Géographe CNRS, CEFRES (Prague)

**2 juin 2026**

La fabrique réglementaire de la politique des risques industriels  
Emmanuel MARTINAIS, EVS-RIVES, Université de Lyon

## La fabrique réglementaire de la politique des risques industriels . Une enquête sur le travail des ingénieurs de l'État

Emmanuel MARTINAIS – Université de Lyon, EVS

La séance sera introduite par Arthur JOBERT, EDF R&D

A la suite de la catastrophe d'AZF en septembre 2001, une réforme de la politique des risques industriels a été engagée. Cette séance présente un travail de recherche sur la manière dont les fonctionnaires du ministère de l'Environnement ont mené ce travail d'écriture des lois et des règlements de cette nouvelle politique des risques industriels. Centrée sur deux volets de cette importante réforme de politique publique, l'enquête repose sur un suivi des agents concernés, principalement des ingénieurs de l'industrie et des mines, depuis son origine au début des années 2000 jusqu'à sa finalisation dans la deuxième moitié des années 2010.

Emmanuel Martinais montrera que le « gouvernement des ingénieurs » qui contribue à la transformation de la prévention des risques industriels en France s'écarte du schéma classique de la réforme de politiques publiques. D'une part, le sens de la réforme se joue moins dans le cadre général de la loi que dans le détail de la production normative de la réglementation et des textes de rangs inférieurs (les circulaires, les guides méthodologiques, les notes et instructions techniques, etc.). D'autre part, loin d'un modèle vertical dans lequel la décision serait conçue au centre puis déployée au niveau local, la réforme se fabrique dans une multiplicité d'interactions entre différents échelons. Ainsi, les acteurs de terrain ne sont pas limités aux opérations de mise en œuvre, mais s'invitent aussi dans les lieux où se discutent et se décident les orientations de la politique publique.

---

*Emmanuel Martinais est chercheur au laboratoire Rives de l'École nationale des travaux publics de l'État et membre de l'Unité mixte de recherche environnement, ville, société,*

Une partie de ses travaux porte sur les risques environnementaux et leur prise en charge par des dispositifs de politique publique. Depuis une dizaine d'années, il s'intéresse plus particulièrement aux suites de la catastrophe d'AZF de 2001, à la réforme législative et réglementaire que cet événement a suscitée et aux effets produits sur l'information préventive. Cet intérêt pour l'administration des risques industriels et les fonctionnaires d'État en charge de ces problèmes l'amène à s'intéresser à la réforme de l'État et aux transformations vécues ces dernières années par les agents du ministère de l'environnement et ses services déconcentrés.

---

## RÉFÉRENCES

Martinais E., 2025. La contribution des groupes d'intérêt à la production des lois et règlements. L'exemple de la prévention des risques industriels. *Politix*, 150 (2), 113-141.

Martinais E., 2024. *La fabrique administrative des lois et règlements. Enquête au ministère de l'environnement après la catastrophe d'AZF*. Lausanne, Peter Lang, coll. « La fabrique du politique », 388 p.

Bonnaud L., Martinais E., 2024. Le pouvoir normatif des fonctionnaires. L'exemple de la création du régime d'enregistrement des installations classées pour la protection de l'environnement. *Droit et Société*, n° 118, 525-548.

Le Bourhis J.-P., Bonnaud L., Martinais E., 2023. Redessiner les frontières de l'État environnemental en région. Quête de transversalité et contraintes bureaucratiques. *Gouvernement et action publique*, 12 (1), 119-139.